

"Unir les deux Europes" dans Le Monde (14 avril 1949)

Légende: Le 14 avril 1949, après la signature du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), le quotidien français Le Monde évoque l'impact de la Guerre froide sur l'avenir de l'Europe unie et réfléchit sur les moyens pour normaliser les rapports entre l'Est et l'Ouest.

Source: Le Monde. 14.04.1949, n° 1311; 6e année. Paris.

Copyright: (c) Le Monde

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"unir_les_deux_europes"_dans_le_monde_14_avril_1949-fr-b12bbb7c-636c-464b-be2e-405055636da0.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 20/09/2012

Unir les deux Europes

La guerre froide entre l'Est et l'Ouest n'a pas seulement divisé l'Allemagne, mais l'Europe. Certes la domination soviétique sur les Balkans comme sur l'Allemagne orientale était prévue dans les accords de Yalta, qui furent pour l'Occident une défaite diplomatique écrasante : si les troupes anglo-saxonnes étaient entrées les premières à Berlin et à Prague, comme elles l'auraient fait sans cet obstacle, la face de l'Europe eût été changée.

Malgré tout le système de Yalta prévoyait une collaboration de tous les Alliés, aussi bien pour l'Allemagne que pour l'Europe de l'Est. Les Occidentaux conservaient un droit de regard sur les pays balkaniques, où des garanties étaient prévues pour l'établissement de régimes démocratiques. La rupture de la solidarité interalliée a rendu ces dispositions caduques, chacun voulant exercer une autorité sans partage sur les territoires contrôlés par ses forces militaires. La dictature communiste sur l'ensemble des Balkans, freinée jusque-là, a pu désormais se donner libre cours.

Bien plus : la rivalité de l'Est et de l'Ouest devait nécessairement conduire à l'aggraver. Certes la propagande soviétique a démesurément grossi les interventions américaines qui ont servi de prétextes aux coups d'Etat et aux procès politiques : ces interventions n'en ont pas moins existé. L'appui donné dans chaque pays aux classes dirigeantes traditionnelles, évincées du pouvoir par la révolution sociale, ne paraît pas niable, bien qu'il soit difficile d'en préciser l'étendue. Du jour où la solidarité des Aillés a pris fin, la Russie devait donc être conduite, par une évolution naturelle, à lutter contre ces intrigues et cet appui. Elle l'a fait suivant ses méthodes habituelles. Ainsi le premier résultat de la guerre froide est d'avoir coûté sa liberté à une bonne partie de l'Europe.

En même temps ladite guerre froide a entraîné l'établissement d'une barrière absurde entre deux économies complémentaires. L'opposition des deux Europes est classique — agricole à l'est, industrielle à l'ouest, — qui ne peuvent pas vivre l'une sans l'autre. Opposition schématique certes, et trop simplifiée, mais vraie dans l'ensemble malgré tout. Le grand courant d'échanges qui en résultait naturellement est désormais réduit à un mince filet d'eau. Le dommage est d'ailleurs plus grand pour l'Europe orientale, engagée dans un programme d'industrialisation qu'elle est incapable de mener à bien dans son isolement — la Russie étant trop absorbée par sa reconstruction pour lui apporter une aide suffisante, — que pour l'Europe occidentale, qui peut trouver ailleurs les produits dont elle a besoin. Cependant dans celle-là même certains pays sont fortement gênés (par exemple l'Angleterre), et il est anormal pour tous d'aller chercher plus loin et plus cher ce qu'ils pourraient trouver à leur porte à meilleur prix.

Pour l'Europe comme pour l'Allemagne les deux mêmes politiques sont possibles au lendemain du pacte atlantique : renforcer la division ou tâcher de l'atténuer.

Dans le premier cas on rendra aussi étanche que possible la digue qui sépare les économies de l'Est et de l'Ouest. Les échanges entre elles deviendront plus rares encore, jusqu'à tendre vers zéro. Les frontières se fermeront tout à fait, et les armées seules monteront la garde auprès d'elles. Certes toute idée d'unité ne sera pas abandonnée, mais il ne s'agira que de l'unité au profit de l'Occident par l'élimination totale de l'influence russe et le rattachement au système atlantique. La formation de gouvernements émigrés en Amérique et l'action des partisans à l'intérieur de chaque pays joueront dans ce domaine le même rôle de propagande et de symbole que le pont aérien de Berlin pour l'unité allemande.

L'autre politique se donnerait pour but, au contraire, de rétablir d'abord entre les deux Europes les courants commerciaux qui les unissent naturellement. Des précautions pourront être prises sans doute à l'égard des objets de nature militaire, à condition que la liste de ceux-ci ne soit pas abusivement étendue. Libre de même à l'Amérique d'interdire la réexportation des produits provenant de l'aide Marshall : personne ne peut interdire à un donateur de grever sa donation de certaines charges. Mais nul n'a qualité pour empêcher les Européens de faire l'usage qui leur convient des marchandises nées sur leur territoire.

On sait combien la Russie souhaite et redoute à la fois cette ouverture des frontières économiques entre l'Est et l'Ouest : la souhaite parce que l'économie de l'Europe orientale est à la limite de l'asphyxie, la redoute

parce qu'elle craint que la venue des marchandises occidentales ne s'accompagne d'une propagande politique. A cet égard il faudra jouer franc jeu : si la reprise des échanges commerciaux avec les pays balkaniques veut se doubler d'un effort de pénétration politique on s'engage dans une voie diamétralement opposée à celle que nous cherchons, c'est-à-dire la voie de l'apaisement. Ce n'est donc point par négociations séparées avec chaque pays, mais à l'occasion de la grande négociation générale entre les deux mondes, que ce problème doit être abordé, et déterminées des règles acceptables par tous.

Certes la terrible dictature qui s'étend sur l'Europe orientale pose à la conscience de tout homme libre un problème qu'il ne peut pas éluder. Ces yeux épouvantables dans le visage mort de celui qui fut cardinal, prince et primat de Hongrie, qui pourra jamais les oublier ?

Seulement les cris et les protestations solennelles ne signifient rien quand leur effet est contraire à celui qu'on recherche. Le problème est de savoir quels remèdes efficaces peuvent être employés pour modifier la situation actuelle des peuples balkaniques.

Tout espoir d'une révolution intérieure est chimérique : avec la puissance technique de l'Etat moderne le concept de révolution est périmé. Police politique et terreur : cette combinaison savante forme une armature gouvernementale pratiquement indestructible. En encourageant l'opposition comme on l'a fait jusqu'ici on rendra seulement la dictature plus lourde et plus implacable. Si l'on veut dans ce domaine une solution de force c'est à la guerre qu'il faudrait recourir. Mais qui ne voit qu'elle engendrerait des maux pires que ceux qu'elle prétendrait guérir ? Sans compter que cette nouvelle croisade des démocraties n'aurait pas très bonne figure flanquée sur sa droite du général Franco et du maréchal Tito sur sa gauche.

La situation de l'Europe balkanique est telle que seul un assouplissement des rapports entre l'Est et l'Ouest permet d'espérer que les contraintes s'y adoucissent progressivement. Comme nous l'avons montré, le désaccord entre les Alliés a été un élément essentiel du raidissement communiste dans ces pays : une cause contraire semble capable d'engendrer un effet contraire. Il est certain d'autre part que les difficultés économiques où se débat présentement l'Europe orientale ont pour conséquence d'y aggraver encore la dictature : le développement des relations commerciales avec l'Occident jouerait en sens inverse. Les communistes eux-mêmes croient trop à la liaison de l'économie et du politique pour rester insensibles à cet aspect du problème.

Ouvrir les écluses entre les deux Europes ce n'est donc point abandonner l'Est à son malheureux sort, mais prendre la seule mesure efficace pour l'adoucir.

Sur tous les points ou presque divergent ainsi les deux voies qui s'ouvrent au lendemain du pacte atlantique. Des indices malheureusement concordants font craindre qu'on ne songe à s'engager dans la pire. Les bruits qui courent sur l'affectation des industries de la Ruhr au réarmement européen, les efforts pour accélérer la formation de l'Etat de l'Allemagne ouest, l'action américaine pour diminuer encore les exportations occidentales vers l'Europe balkanique : tout cela n'est pas de bon augure.

Mais enfin rien d'irréparable n'a encore été commis, et l'on demeure toujours au carrefour, libre pour quelque temps encore de s'engager dans l'une ou l'autre de ses deux routes. Après, il ne restera plus qu'à méditer la parole de l'Ecriture : « On aura les conséquences. »

FIN